



PRÉFET DU CHER

PRÉFECTURE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Service de coordination des politiques publiques
Section coordination des installations classées
pour la protection de l'environnement

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2020 - 0477 du 18 mai 2020
adaptant les prescriptions relatives au changement d'exploitant, à l'actualisation du montant
des garanties financières et au bénéfice d'antériorité applicables à la société
RECTICEL INSULATION SAS pour le site qu'elle exploite sur la commune de Bourges**

Le Préfet du Cher
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, notamment le livre V et les articles L. 511-1, L. 516-1, R. 516-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 modifiée, notamment son article 4 ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 décembre 2018 du président de la république portant nomination de Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

Vu le décret du 5 février 2020 du président de la république portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-DDCSPP-143 du 24 juillet 2012 autorisant la société RECTICEL France SAS à exploiter un site de production d'isolation thermique mousse rigide PUR/PIR sur le territoire de la commune de Bourges ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-DDCSPP-113 du 4 juin 2013 fixant le montant de référence des garanties financières ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant pour le site exploité par la société RECTICEL France SAS sur la commune de BOURGES ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-123 du 20 février 2020 accordant délégation de signature à Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher, sous-préfète de l'arrondissement de Bourges ;

Vu le courrier préfectoral du 25 octobre 2016 prenant acte de la mise à jour administrative du site de Bourges exploité par la société RECTICEL France SAS ;

Vu la demande de changement d'exploitant, présentée le 30 octobre 2019, par la société RECTICEL INSULATION SAS ;

Vu la proposition d'actualisation du montant des garanties financières pour le site de Bourges exploité par la société RECTICEL INSULATION SAS, transmise par courrier du 30 octobre 2019 ;

Vu la demande de bénéfice d'antériorité des droits acquis, pour la rubrique 2910, de la société RECTICEL INSULATION SAS pour le site qu'elle exploite à Bourges, transmise par courrier du 18 décembre 2019 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 14 avril 2020 de l'inspection des installations classées ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la société RECTICEL INSULATION SAS le 4 mai 2020 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 14 mai 2020 ;

Considérant que les modifications n'ont aucun impact sur l'environnement ;

Considérant que les modifications n'engendrent pas d'évolution du régime global de classement des installations ;

Considérant que les demandes présentées les 30 octobre et 18 décembre 2019 par l'exploitant ne constituent pas de modification substantielle des conditions d'exploiter au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article L. 516-1 du Code de l'Environnement, l'exploitation de l'établissement RECTICEL INSULATION SAS situé sur la commune de Bourges, est subordonnée à l'obligation de constitution de garanties financières, destinées à assurer la dépollution et la remise en état du site en cas de cessation d'activité ou d'accident ;

Considérant qu'en application des articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement, le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale pour les installations subordonnées à l'existence de garanties financières ;

Considérant que l'actualisation du montant des garanties financières a été calculée selon les modalités en vigueur ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le classement des installations et d'adapter certaines dispositions des arrêtés préfectoraux n° 2012-DDCSPP-143 du 24 juillet 2012 et n° 2013-DDCSPP-113 du 4 juin 2013 susvisés ;

Considérant que la nature de l'adaptation des prescriptions ne nécessite pas la sollicitation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Cher ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société RECTICEL INSULATION SAS, dont le siège social est situé ZAC du Parc de la voie Romaine – 1 rue Ferdinand de Lesseps – 18 023 BOURGES, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée, au sens du Titre I du Livre V du Code de l'Environnement, à reprendre l'exploitation de l'installation classée située ZAC du Parc de la voie Romaine – 1 rue Ferdinand de Lesseps – 18 023 BOURGES, conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux applicables à ces installations.

Le nouvel exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions techniques mentionnées dans les différents arrêtés préfectoraux précités, ainsi qu'à toutes les prescriptions de la législation en vigueur, notamment celles du Code de l'Environnement. Les dispositions ci-dessous s'appliquent également au nouvel exploitant.

Article 2 :

L'arrêté préfectoral n° 2012-DDCSPP-143 du 24 juillet 2012 autorisant la société RECTICEL à exploiter un site de production d'isolation thermique mousse rigide PUR/PIR sur le territoire de la commune de Bourges, est adapté comme suit.

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2012 est remplacé comme suit.

«

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
4330	1	A-SB	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines	≥ 10	t	38 <i>Cuve enterrée de 50 m³ avec 2 compartiments contenant du cyclopentane ou mélange iso/n pentane</i>	t
1185	1.a	A	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 1. Emploi	Volume des équipements susceptibles de contenir des fluides	> 800	L	4000	L

2663	1.a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.	Volume maximal susceptible d'être stocké	≥ 45 000	m ³	76 000	m ³
3410	h	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que h) Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose) <i>Fabrication de mousse polyuréthane</i>	Capacité de production	/	/	190	t/j
2661	2.a	E	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.)	Quantité de matière susceptible d'être traitée	≥ 20	t/j	190	t/j
2910	A.2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse	Puissance thermique nominale de l'installation	≥ 1 < 20	MW	1,9 <i>Chauffage bâtiments. Chauffage au gaz convoyeur de la ligne.</i>	MW

			telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1					
2915	2	D	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides	Quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C)	> 250	L	4 000	L
2925 1.1.1.1.1	1	D	Atelier de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 50	kW	80 <i>10 chariots élévateurs électriques</i>	kW
4130 (1)	2b	D	<i>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</i> 2. <i>Substances et mélanges liquides.</i>	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1 < 10	t	6	t
4739 (1)	2	DC	Bis(2-diméthylaminoéthyl) (méthyl)amine (numéro CAS 3030-47-5).	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 5 < 50	t	6	t

A (autorisation) ; E (enregistrement) ; D (déclaration)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

⁽¹⁾ La quantité maximale de produits classés sous les rubriques 4130 + 4739 ne dépasse pas 6 tonnes. L'établissement est dit seuil bas (conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement) par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour la rubrique 4330.

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique, car elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation.

L'exploitant doit être en mesure de présenter un état complet des stocks présents dans l'établissement.

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n° 2013-DDCSPP-113 du 4 juin 2013 fixant le montant de référence des garanties financières ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant pour le site exploité par la société RECTICEL France SAS sur la commune de BOURGES, est adapté comme suit.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2013 sont remplacées comme suit.

« [...]

Pour le site de la société RECTICEL INSULATION SAS, situé sur la commune de Bourges, le montant actualisé des garanties financières s'élève à 158 881 euros TTC.

Pour le calcul du montant de référence des garanties financières, les valeurs suivantes sont utilisées :

- indice TP01 (index général tous travaux) de juin 2012 : 698,6
- TVA de juillet 2012 : 19,6 %.

Pour le calcul du montant actualisé des garanties financières, les valeurs suivantes sont utilisées :

- indice TP01 (index général tous travaux) d'août 2019 : 111,8
- TVA d'août 2019 : 20 %.

[...]

»

L'exploitant transmet le document attestant de la constitution du montant actualisé des garanties financières dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 :

Les prescriptions contenues dans l'ensemble des autres articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012-DDCSPP-143 du 24 juillet 2012 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-DDCSPP-113 du 4 juin 2013, qui ne sont pas modifiées ou remplacées par le présent arrêté, demeurent applicables.

Article 5 :

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Bourges et peut y être consultée.

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Bourges pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins du maire à la préfecture du Cher.

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le Cher qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

Article 6 :

La secrétaire générale de la préfecture du Cher, le maire de Bourges, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société RECTICEL INSULATION SAS.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

signé

Régine LEDUC

Délais et voies de recours

Délais et voies de recours :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cédex 1 :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois (*) à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois (*) à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le préfet du Cher, place Marcel Plaisant, CS 60 022, 18 020 Bourges Cédex ;
- un recours hiérarchique, adressé à M. le ministre de la transition écologique et solidaire, direction générale de la prévention des risques, arche de La Défense, Paroi Nord, 92 055 La Défense Cédex.

Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

(*) Le délai maximal est de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 modifiée.